

Pourquoi la sécurité foncière est-elle importante?

De nos jours 862 millions de personnes souffrent de faim chronique. L'augmentation des prix alimentaires menace de plonger 100 millions de personnes de plus dans la famine. Nombre d'entre eux appartiennent au groupe du 1,5 milliard de personnes qui vivent sur 2 hectares de terrain ou moins. L'accès à la terre est une condition essentielle de la capacité des ménages pauvres à se nourrir.

La hausse des prix des biens et des denrées alimentaires, l'augmentation brutale de la production d'agrocarburants et les nouveaux mécanismes du marché des émissions de carbone qui accordent une valeur monétaire aux forêts et parcours existants ont pour conséquence une nouvelle ruée mondiale vers les terres.

Qu'est-ce que la sécurité de la propriété foncière?

La sécurité de la propriété foncière se base sur la sécurité de celui qui détient la terre et la perception que son droit de propriété est durable et inviolable (et sur le respect de ce droit), que ce droit de propriété soit détenu par un individu ou par une collectivité/communauté. Les droits fonciers incluent la permanence du régime foncier, la légalité du droit de propriété et la liberté de faire usage, de léguer, de louer, de prêter ou d'accorder l'accès à sa propriété foncière.

Pourquoi l'accès équitable à la terre est-il important pour le développement?

L'accès à la terre permet aux ménages de produire leur propre nourriture et de participer activement à l'économie locale. Pendant les périodes de rigueur, le potentiel productif de la terre fournit un filet de sécurité contre la pauvreté absolue. L'accès à la terre contribue à la réduction de la pauvreté, réduit les mouvements de migration, urbaine et transnationale, et assure une plus grande équité économique au sein de la population rurale. L'inégalité des biens, en particulier de la terre, réduit la croissance économique et l'impact d'une productivité accrue sur la pauvreté.

La terre est un bien économique important et la base de l'identité, de la dignité et de l'inclusion sociale. Garantir la propriété foncière contribue à assurer l'existence des droits humains fondamentaux, en particulier le droit à un niveau de vie adéquat, qui inclut l'accès à l'eau, à la nourriture, et au logement. La terre est aussi une ressource politique significative, qui définit les relations de pouvoir entre et parmi les individus, les familles et les communautés. L'impossibilité d'accéder à la terre a été un facteur majeur d'exclusion sociale, d'instabilité et de conflits dans de nombreux pays. L'accès garanti à la terre donne aux populations rurales la possibilité de faire entendre leur voix dans leur propre processus de progrès et développement.

Membres de la Coalition

Afrique

Aide et Action pour la Paix (AAP)
Association for Rural Advancement (AFRA)
Centre Béninois pour l'Environnement et le Développement Economique et Social (CEBEDES)
Coalition Paysanne de Madagascar (CPM)
Kenya Federation of Agricultural Producers (KENFAP)
Kenya Land Alliance (KLA)
Land Access Movement of South Africa (LAMOSA)
Land Net Malawi (LN Malawi)
Land Net West Africa (LNWA)
Mau Community Forestry Association (MACOFA)
Southern Alliance for Indigenous Resources (SAFIRE)
Union pour l'Emancipation de la Femme Autochtone (UEFA)
Uganda Land Alliance (ULA)
Resource Conflict Institute (RECONCILE)
Zambia Land Alliance (ZLA)
Zimbabwe Regional Environment Organisation (ZERO)

Amérique Latine

Acción Campesina (AC)
Asociación Latino-Americana de Organizaciones de Promoción (ALOP)
Asociación Servicios Educativos Rurales (SER)
Centro de Investigaciones Sociológicas, Económicas, Políticas y Antropológicas (CISEPA-PUCP)
Centro Peruano de Estudios Sociales (CEPES)
Comité de Desarrollo Campesino (CODECA)
Coordinación de ONG y Cooperativas (CONGCCOOP)
Consejo Coordinador de Organizaciones Campesinas de Honduras (COCOCH)
Convención Nacional del Agro Peruano (CONVEAGRO)
Federación Nacional de Cooperativas Agropecuarias y Agroindustriales R.L (FENACOOOP)
Fondo Ecuatoriano Populorum Progressio (FEPP)
Fundación Tierra (Tierra)
El Grupo ALLPA - Comunidades y Desarrollo (ALLPA)
Instituto de investigación y desarrollo NITLAPAN
Union Verapacense de Organizaciones Campesinas (UVOC)

Asie

Asian NGO for Agrarian Reform and Rural Development (ANGOC)
Association for Land Reform and Development (ALRD)
Bhartiya Jan Sewa Ashram (BJSa)
Community Self-Reliance Centre (CSRC)
Consortium for Agrarian Reform (KPA)
Cooperation Committee for Cambodia (CCC)
Indonesian Community Mapping Network (JKPP)
Indonesian Institute for Forest & Environment (RMI)
MODE Nepal (MODE)
Social Development Foundation (SDF)
Society for Conservation and Protection of Environment (SCOPE)
Society for Development of Drought Prone Area (SDPPA)
South Asia Rural Reconstruction Association (SARRA)
STAR Kampuchea (STAR)
Task Force Mapalad (TFM)

Mondial

Association pour l'Amélioration de la Gouvernance de la Terre, de l'Eau et des Ressources Naturelles (AGTER)
Centre de Coopération Internationale en Recherche pour le Développement (CIRAD)
Deutsche Welthungerhilfe (DWHH)
Environmental Liaison Centre International (ELCI)
European Commission (EC)
Food and Agriculture Organization (FAO)
Global Land Tool Network (GLTN)
International Federation of Agricultural Producers (IFAP)
International Fund for Agricultural Development (IFAD)
International Food Policy Research Institute (IFPRI)
International Institute of Environment and Development (IIED)
International Union Of Food, Agricultural, Hotel, Restaurant Catering, Tobacco And Allied Workers Associations (IUF)
Rural Development Institute (RDI)
Secours Populaire Français (SPF)
World Food Programme (WFP)
World Bank (WB)
World Agroforestry Centre (ICRAF)
United Nations Environment Programme (UNEP)

INTERNATIONAL LAND COALITION SÉCRETARIAT

C/o IFAD Via Paolo di Dono, 44
00142 - Rome, Italy

tel: (0039) 06 5459 2445
fax: (0039) 06 5459 3628
(0039) 06 5459 3445
info@landcoalition.org



INTERNATIONAL
LAND
COALITION

www.landcoalition.org



INTERNATIONAL
LAND
COALITION

Terre
Dignité
Développement

Qui sommes-nous?

La Coalition internationale pour l'accès à la terre, fruit d'une alliance mondiale entre la société civile et les organisations intergouvernementales, entend promouvoir l'accès équitable à la terre et les droits fonciers des pauvres, femmes et hommes, par le biais d'activités de sensibilisation, de concertation et de renforcement des capacités.

Depuis sa création en 1995, l'ILC s'est agrandi et regroupe désormais 65 organisations dans 40 pays. Celles-ci comprennent les Nations Unies, ainsi que d'autres organisations internationales et multilatérales, des organisations de producteurs et d'exploitants agricoles, des instituts de recherche, des syndicats, des ONG, et des organisations communautaires.

En tant que coalition regroupant des organisations intergouvernementales et de la société civile, l'ILC met en place des alliances entre plusieurs parties prenantes pour faire respecter le droit aux ressources des hommes et des femmes pauvres. Elle offre un mécanisme pour œuvrer ensemble, à travers les frontières institutionnelles et sectorielles, à la mise en place d'un agenda foncier en faveur des pauvres. L'accès à la terre est lié à de nombreux objectifs de développement, dont l'amélioration de la sécurité alimentaire, la prévention des conflits et la lutte contre la désertification et la dégradation de l'environnement.

L'ILC travaille en faveur de ceux qui n'ont pas accès à la terre, ceux dont les droits fonciers sont menacés, et les populations vulnérables, telles que:

- *Les petits exploitants agricoles marginalisés, en particulier les femmes*
- *Les populations qui dépendent des biens communaux, y compris l'eau, les forêts, les pâturages, les parcours et les territoires indigènes*
- *Les populations menacées par les industries extractives, la protection du territoire et le tourisme*
- *Les populations victimes de conflits liés à la terre*

Pourquoi travaillons-nous ensemble?

L'accès juste et durable à la terre et aux ressources naturelles pour les populations pauvres est un sujet complexe qui soulève de nombreuses questions. Le dialogue est nécessaire pour résoudre les questions foncières, dont l'aspect est à la fois technique et hautement sensible sur le plan politique et social. Former des alliances et travailler ensemble constitue une approche fondamentale pour adresser les questions foncières. Son statut unique en tant que lien entre la société civile et les organisations intergouvernementales confère à l'ILC un avantage comparatif, qui lui permet de rassembler des groupes divers et de partager l'information, tout en offrant des occasions de collaborer, là où il est possible de négocier entre des intérêts divers et souvent rivaux, au niveau du dialogue politique et des activités de plaidoyer.

Comment travaillons-nous ensemble?

La coalition est une organisation de type associatif, composée de membres adhérents. Elle est dirigée par le Conseil de la Coalition, chargé d'assurer que le mandat, la mission et le plan stratégique de l'organisation soient menés à bien. Les membres partagent leurs connaissances, expériences et informations sur les questions foncières. Les membres se retrouvent tous les deux ans lors de l'Assemblée Générale et travaillent lors de réunions et en participant aux conférences organisées par la Coalition. La Coalition est servie par un Secrétariat qui actuellement a ses bureaux dans les locaux du FIDA, à Rome, et possède des représentations en Amérique Latine (dans les bureaux du CEPES, au Pérou), en Afrique (dans les locaux de la Kenya Land Alliance) et en Asie (au siège de l'Asian NGO Coalition, aux Philippines).

Nos activités principales

1. Le dialogue politique et les activités de plaidoyer

En tant que coalition mondiale, l'ILC crée et bénéficie d'occasions uniques pour engager le dialogue sur les questions foncières. À travers l'ILC, les membres, qui ont un accès varié aux pouvoirs politiques et économiques en place, s'engagent à travailler sur les questions de l'accès à la terre.

2. La gestion des connaissances, le réseautage et le renforcement des capacités

L'adhésion facilite le partage d'expériences diverses en promouvant des politiques et pratiques en faveur des pauvres, en augmentant le nombre d'innovations réussies et en soutenant le renforcement des capacités pour promouvoir leur adoption.

3. Gouvernance et gestion

L'ILC dépend de la participation active de ses membres, et est à son tour responsable envers eux. L'ILC cherche à faire participer ses membres aux processus clés de gouvernance et de gestion, afin d'asseoir l'ILC comme une coalition autonome, décentralisée et financièrement viable.

Quelques initiatives de l'ILC

Les partenariats LAND

Travailler ensemble pour mettre en place un agenda foncier en faveur des pauvres

Le défi que représente la mise en place de politiques foncières fournissant un cadre pour l'accès équitable à la terre nécessite un effort pluripartite, et doit inclure les populations sans terre et les exploitants agricoles pauvres. Les membres de la Coalition créent des partenariats fonciers («partenariats LAND», d'après l'abréviation anglaise de *Land Alliances for National Development*) dans les pays clés pour soutenir la formulation et la mise en place de politiques foncières du bas vers le haut (*bottom-up*) en faveur des pauvres. Des partenariats fonciers sont actuellement en place dans 11 pays d'Afrique, Asie et Amérique Latine.

Land Reporting Initiative (LRI)

Suivi et compte rendu de l'accès équitable à la terre

De nombreux membres de l'ILC surveillent et évaluent la mise en place et l'impact des lois, politiques et programmes liés au régime foncier. La *Land Reporting Initiative* (abréviation anglaise LRI, c'est-à-dire une initiative pour signaler toute activité et/ou changement liés aux questions foncières) soutient et renforce ces efforts pour une plus grande collaboration entre société civile, organisations internationales et gouvernements afin d'améliorer le suivi des droits fonciers et l'évaluation des politiques foncières.

Accès des Femmes à la Terre

Promouvoir l'égalité des sexes dans le contrôle de la terre

Le rôle des femmes dans l'agriculture s'est élargi et approfondi dans les dernières décennies, mais leur accès à la terre est souvent limité par des lois et normes défavorables. L'ILC fait le lien entre recherche et action sur le sujet de l'accès des femmes à la terre et encourage ses membres à l'intégrer dans leurs activités régionales.

Garantir les biens communs

Garantir les droits des utilisateurs aux biens communs

Entre un et deux milliards de personnes dans le monde dépendent des biens communs. Cinq milliards d'hectares sont enregistrés au cadastre comme biens communaux, soit plus d'un tiers des terres mondiales. Les utilisateurs de biens communs sont souvent vulnérables face aux politiques et lois inadaptées qui régissent le domaine de la propriété foncière. Les membres et partenaires de l'ILC travaillent ensemble pour documenter les démarches couronnées de succès qui permettent de garantir le régime foncier des ressources détenues en commun, et plaident en faveur de leur reconnaissance.

Populations Indigènes et pasteurs

Droits territoriaux pour les populations indigènes et pour les pasteurs

On estime à 350 millions les populations indigènes, ce qui représente environ 5% de la population mondiale et 15% des pauvres dans le monde. Les organisations de populations indigènes désignent souvent l'insécurité foncière grandissante due à la concurrence d'étrangers plus puissants comme la menace la plus importante pour leur avenir. L'ILC soutient les efforts novateurs de ces organisations pour garantir les droits fonciers, et vise à la réduction des conflits liés à la terre entre les populations indigènes et les agriculteurs sans terre. Elle soutient aussi le plaidoyer des populations indigènes pour leurs droits fonciers au niveau mondial.

Mondialisation et nouvelles pressions commerciales sur la terre

Renforcer l'accès à la terre face à l'insécurité foncière grandissante

Les récentes tendances mondiales suggèrent une augmentation massive de l'intérêt commercial mondial pour les terres et les ressources naturelles. Dans le contexte de libéralisation du commerce et des lois sur la propriété dans de nombreux pays, ceci crée des pressions sans précédent sur les ressources foncières et donne lieu à de nouvelles tensions sur les systèmes de régime foncier. L'ILC renforce la collaboration entre ses membres en rassemblant l'information, en encourageant la recherche et la compréhension approfondie de l'impact de telles tendances sur l'accès à la terre.

Réforme agraire et agriculture familiale

Accès à la terre et sécurité foncière pour les petits exploitants

Dans beaucoup de pays la taille moyenne des petites exploitations est en baisse tandis que le nombre de personnes sans terre est en augmentation, ce qui menace la sécurité alimentaire au niveau des ménages et entraîne la demande d'une nouvelle génération de réformes agraires. La Coalition travaille avec ses Membres, y compris les syndicats et les organisations paysannes, pour supporter les droits fonciers des petits exploitants agricoles et pour assister les agriculteurs sans terre dans la conquête de leurs droits fonciers en premier lieu, ainsi que de l'ensemble de leurs droits humains, y compris le droit à l'alimentation.

Le travail de la Coalition est rendu possible grâce au financement de bailleurs multilatéraux et bilatéraux.